

les rires moqueurs des sénateurs placés à ma droite, devrais-je voter contre le bill. Franchement, je trouve très difficile de prendre une décision à ce sujet. Je serais porté à me ranger à l'avis du Sénateur Lawson. Je suis plutôt porté à être de son avis. Je dois avouer cependant, et c'est un pénible aveu à faire à d'honorables sénateurs, que je ne suis pas tout à fait sûr de ce que je déciderai. Cela dépendra, pour une part, des nouveaux arguments qui seront apportés au cours du débat à l'étape de la deuxième lecture; cela dépendra aussi, quand nous en serons à l'étape de la troisième lecture, de ce qui s'est passé au comité sénatorial permanent des banques et du commerce, si le bill lui est soumis.

• (1300)

Je pense que dans l'ensemble, je vais probablement voter pour le bill. Mais je me réserve le droit de signaler mon mécontentement si je découvre des lacunes dans le bill dont nous sommes saisis.

L'honorable M. Grosart: J'aurais une question à poser au sénateur au sujet de sa dernière remarque, où il dit qu'il ne sait pas encore comment il votera. Voici ma question: Viendrait-il déjeuner avec moi?

L'honorable M. Forsey: On pourrait qualifier cela, je le crains, d'influence indue, de pressions, de subornation et ainsi de suite. Je remercie le sénateur, mais je pense que nous devrions remettre cette invitation à plus tard, lorsqu'un non-indépendance ne semblera pas menacée.

L'honorable M. Martin: Puis-je demander au sénateur Forsey s'il est libre à l'heure du dîner?

L'honorable M. Grattan O'Leary: Honorables sénateurs, je pose la question de privilège. Dans mon discours de jeudi, j'ai dit ce qui suit:

Mon bon ami le sénateur Carl Goldenberg a dit au début de son discours ne pas souhaiter que nous dépassions une certaine date . . .

Il parlait de l'étude du bill. Il arrive aux octogénaires que leur ouïe les trahisse. En lisant le discours, je constate qu'il n'a pas dit cela et qu'en fait, il a dit tout le contraire. Je lui présente toutes mes excuses.

L'humilité n'est pas mon fort mais je ne suis guère porté non plus à dénaturer les propos de mes adversaires. Je prie le sénateur et le Sénat de m'excuser.

L'honorable M. Goldenberg: Je veux simplement dire à mon vieil ami le sénateur O'Leary que je ne l'accuserais jamais de déformer les faits. Je lui sais gré de sa courtoisie.

(Le Sénat s'ajourne jusqu'au son du timbre à 2h30.)

La séance reprend à 2h30.

L'honorable Ernest C. Manning: Honorables sénateurs, à une conférence fédérale-provinciale sur la fiscalité

tenue à Ottawa il y a quelques années, alors que des propositions du gouvernement du Canada faisaient l'objet d'un débat, que les esprits commençaient à s'échauffer un peu, plusieurs orateurs avaient manifesté beaucoup de mécontentement. Un des premiers ministres provinciaux commença à parler en disant: «Je compte parler avec réserve dans des circonstances qui n'invitent pas à la réserve.» J'ai souvent pensé à ces paroles au cours des ans et elles m'ont bien servi. J'ai bien l'intention d'en tenir compte aujourd'hui.

En ce moment, d'après moi, nous pouvons seulement supposer, à juste titre, j'espère, que les membres du gouvernement en cette Chambre accepteront de voir ce bill important déferé au comité sénatorial permanent des banques et du commerce. C'est certainement la procédure normale à adopter à l'égard de tout bill de ce genre.

Nous n'avons naturellement aucune assurance à ce stade-ci que les membres du gouvernement au comité des banques et du commerce permettront l'adoption d'amendements à l'étape du comité. Tant que nous n'aurons pas éclairci ce point, il sera difficile de savoir s'il serait plus avantageux d'abrèger le débat sur le bill maintenant, pour qu'il passe plus vite l'étape de l'examen en comité, ou, si aucun amendement ne doit être accepté en comité, si nous pouvons nous rendre plus utiles en faisant une évaluation plus critique du projet de loi à ce stade-ci.

Il y a la question de la possibilité d'apporter des amendements au bill, et j'espérais que le sénateur Forsey en parle dans le discours qu'il a prononcé avant la suspension de la séance. Tout comme bien d'autres sénateurs, j'éprouve le plus vif respect pour les connaissances du sénateur Forsey en matière de droit constitutionnel et de droit des sociétés, et le leader du gouvernement pourrait peut-être juger bon de commenter cette question lorsqu'il conclura le débat.

Je crois comprendre que nous ne pouvons pas ici proposer de mesure qui demande l'amendement d'un bill monétaire. Si le bill est adopté, la seule chance que nous aurons de faire encore part de nos vues à propos d'amendements sera lorsque nous viendra de l'autre endroit un bill proposant certains amendements à la loi de l'impôt.

Le point qui me semble incertain et que je voudrais voir éclairci, c'est si à ce moment-là nos délibérations devront se limiter au débat sur les amendements proposés par l'autre endroit, et sur tout sous-amendement que nous jugerons bon de présenter, ou si nous aurons la latitude voulue pour proposer des amendements tout autres que ceux contenus dans tout bill modificateur qui pourrait provenir de l'autre endroit.

De toute évidence, honorables sénateurs, si, à la présente étape, nous devons restreindre notre étude à ce que la Chambre des communes nous a proposé, un très grand nombre de questions qui préoccupent les gens et que notre comité des banques et du commerce a étudiées avec grande compétence seront mises de côté, pour la simple raison que du point de vue constitutionnel, nous n'aurons pas l'occasion de soulever ces points plus tard.